

COMMISSIE VOOR DE JUSTITIE

van

WOENSDAG 7 NOVEMBER 2007

Namiddag

COMMISSION DE LA JUSTICE

du

MERCREDI 7 NOVEMBRE 2007

Après-midi

La séance est ouverte à 14.08 heures et présidée par M. Claude Eerdekens.

De vergadering wordt geopend om 14.08 uur en voorgezeten door de heer Claude Eerdekens.

01 **Samengevoegde vragen van**

- de heer **Stefaan Van Hecke** aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de implementatie van de nieuwe wet op de internering" (nr. 135)

- de heer **Stefaan Van Hecke** aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de implementatie van de nieuwe wet op de internering" (nr. 179)

01 **Questions jointes de**

- M. **Stefaan Van Hecke** à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la mise en oeuvre de la nouvelle loi sur l'internement" (n° 135)

- M. **Stefaan Van Hecke** à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la mise en oeuvre de la nouvelle loi sur l'internement" (n° 179)

01.01 **Stefaan Van Hecke** (Ecolo-Groen!): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, vanaf 1 januari 2009 moet de nieuwe wet op de internering in werking treden. Vanaf dan zullen de strafuitvoeringsrechtbanken beslissen over de interneringen. Zij vrezen echter voor een slechte werking wegens lacunes in de wetgeving. De wet schrijft voor dat een in observatiestelling moet gebeuren voor de aanvang van het gerechtelijk onderzoek. Dat zal moeten gebeuren in de gevangenis, die echter geen geschikte plaats daarvoor is, terwijl een penitentiair observatiecentrum daarentegen uitermate geschikt zou zijn.

Dat is echter nog niet gerealiseerd.

Daarnaast voorziet de nieuwe regeling erin dat de strafuitvoeringsrechtbank de geïnterneerde eerst plaatst in een gesloten instelling. Vooral in Vlaanderen is dat problematisch omdat er een tekort is aan gesloten opvangplaatsen.

Daarom, mevrouw de minister, had ik u graag de volgende vragen gesteld.

Welke oplossingen of alternatieven ziet u voor het probleem van de in observatiestelling in de gevangenis zelf? Welke maatregelen hebt u al genomen om penitentiare observatiecentra te realiseren? Zult u die eventueel kunnen versnellen? Wat kan er gebeuren om het tekort aan gesloten instellingen in Vlaanderen weg te werken?

01.02 Minister **Laurette Onkelinx**: Mijnheer Van Hecke, de wet op de internering zal inderdaad uiterlijk op 1 januari 2009 van kracht worden. Er werd in voldoende middelen voorzien om die inwerkingtreding onder goede voorwaarden te laten verlopen. Zo wordt er onder meer in zes nieuwe kamers van de uitvoeringsrechtbanken voorzien om de commissies voor sociaal verweer te vervangen, die thans bevoegd zijn.

Quant à toutes vos questions sur le centre d'orientation, je me permets de vous renvoyer aux documents parlementaires; sous l'ancienne législature, nous en avons débattu très longuement dans cette commission. La situation des internés a fait l'objet d'une attention particulière tout au long de la législature. Nous avons décidé la réalisation de nouvelles constructions en Flandre, à Gand et à Anvers.

Dans le cadre de l'augmentation du nombre de places en prison, j'ai voulu privilégier les places pour des catégories particulières et notamment des places pour les internés qui n'ont rien à faire dans les établissements classiques. Ils ont avant tout besoin d'être soignés même si c'est dans des établissements sécurisés.

Je me permets donc de vous renvoyer à ces débats parlementaires. Vous y trouverez toutes les explications sur ce que nous avons fait. Quant à l'avenir, vous devrez interroger mon successeur!

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

02 Question de M. Jean-Luc Crucke à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le refus d'incinération par un juge d'instruction" (n° 146)

02 Vraag van de heer Jean-Luc Crucke aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de weigering van een onderzoeksrechter om een lichaam te laten verassen" (nr. 146)

02.01 Jean-Luc Crucke (MR): Madame la ministre, tout d'abord, merci de répondre aux questions. Celle-ci portait sur un fait divers tragique. Selon les dernières volontés d'un homme, celui-ci devait être incinéré mais suite à une interdiction du juge d'instruction, cette incinération ne peut avoir lieu. J'avais eu connaissance de ce fait mais le pouvoir du juge d'instruction en la matière se fondait non sur les faits mêmes qui avaient généré le décès de la personne mais sur ce qui pouvait être une autre cause du décès. Il en va de la liberté du juge d'instruction.

Entre-temps, j'ai eu vent d'un deuxième fait peut-être plus dramatique encore, la première affaire ayant trouvé une solution, le juge d'instruction levant son interdiction. Dans ce deuxième cas, la personne est décédée en mai 2006. Cette personne décédée n'a toujours pas pu être incinérée parce que le même juge d'instruction ne l'autorise pas. On peut s'imaginer dans quelle situation se retrouve la famille qui doit payer en sus 200 euros par trimestre pour le cimetière communal où repose le défunt, décédé d'overdose à l'âge de 19 ans. Voilà les faits. Ils sont à l'appréciation de la justice. Je ne vous demande pas votre appréciation des faits mais celle des compétences d'un magistrat, quel qu'il soit.

Madame la ministre, appartient-il à un juge d'instruction d'interdire l'incinération d'un corps en s'opposant à la volonté exprimée du défunt et de la famille? Quelles sont les modalités? Est-ce un droit à ce point absolu qu'on se trouve toujours dans la même situation plus d'un an après, alors qu'aucun acte d'instruction complémentaire n'a été posé? Voilà aussi ce qui fait le côté dramatique de l'affaire. Il faut se placer sur un plan humain pour comprendre tout cela et je sais que vous le comprendrez.

Comment peut-on réguler ce pouvoir d'appréciation du juge? Y a-t-il des précédents, des cas similaires? Comment cela fonctionne-t-il dans la pratique judiciaire? Comment faire pour que ceux qui vivent ces cas-là puissent bien comprendre ce qui se passe? Je voudrais terminer par une information sur ce deuxième cas; d'ailleurs, je tiens à votre disposition l'article de presse si nécessaire. La famille vient d'apprendre que l'interdiction a été renouvelée pour six mois. Cela fait plus d'un an sans le moindre élément d'instruction. C'est en se déplaçant personnellement au palais de justice qu'un membre de la famille a appris cette nouvelle, à savoir que la situation serait figée pour six mois supplémentaires au moins.

Je voudrais faire le point avec vous sur cette situation, pas sur les faits mais sur ce que vivent les personnes dans le même cas.

02.02 Laurette Onkelinx, ministre: Monsieur le président, la question de M. Crucke est intéressante et importante.

Monsieur Crucke, je me suis adressée au Collège des procureurs généraux afin de connaître leur position en la matière. Ceux-ci m'ont rappelé toutes les dispositions légales qui doivent être prises en considération par les autorités judiciaires dans le cadre d'une information ou d'une instruction judiciaire; ils m'ont rappelé l'existence de l'article 81 du Code civil, l'article 22 de la loi du 20 juillet 1971 sur les funérailles et sépultures et l'article 44 du Code d'instruction criminelle.

Bref, la décision de remise du corps à la famille et la possibilité pour celle-ci de procéder à l'inhumation appartient au juge d'instruction chargé de l'enquête.

Je constate comme vous qu'en l'état actuel de la législation, aucun recours n'est ouvert contre la décision d'un magistrat. C'est peut-être là une lacune à combler.

En ce qui concerne le premier cas, il s'agissait – semble-t-il – d'un décès suspect. Il appartenait donc au juge d'instruction d'autoriser ou non l'incinération. Il m'a été signalé que l'autopsie avait été pratiquée le 12 octobre. Le corps a ensuite été remis à la famille. Le procureur général précise que l'autopsie était indispensable afin de déterminer les causes exactes du décès. L'autorisation d'incinérer la victime a été donnée par le juge d'instruction.

Mais, finalement, les indications qui m'ont été données ne répondent pas au problème. On constate l'état actuel de la législation. On constate les pouvoirs du juge d'instruction, mais on ne répond pas à la délicate question que vous posez. Selon moi, la seule réponse possible serait d'envisager un nouveau cadre juridique dans lequel un dialogue et un recours soient possible. Comme vous l'avez dit, il faut également tenir compte de l'aspect humain et de la considération qu'il faut avoir à l'égard de la famille.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

03 Vraag van de heer Bert Schoofs aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de zware vechtpartij in de gevangenis van Hasselt op 1 september jongstleden" (nr. 158)

03 Question de M. Bert Schoofs à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la sérieuse bagarre qui a eu lieu à la prison de Hasselt le 1er septembre dernier" (n° 158)

03.01 Bert Schoofs (Vlaams Belang): Mevrouw de minister, ik wil u een vraag stellen over feiten die zich hebben voorgedaan tijdens het parlementair reces, namelijk op 1 september, in de gevangenis van Hasselt. Er vond toen een vechtpartij plaats tussen een aantal Marokkanen enerzijds en een aantal Albanezen anderzijds. Daarbij zijn gefabriceerde wapens – het waren op zichzelf geen wapens, maar schaatjes en scheermesjes die waren bevestigd aan tandenborstels – gebruikt.

Het is natuurlijk een spijtige zaak dat zoiets in de gevangenis kan gebeuren en dat zulke zaken door de mazen van het controlenet glippen. Volgens een ACOD-voorman in de gevangenis van Hasselt is de mogelijkheid van het fabriceren van wapens en wapenbezit het gevolg van de nieuwe procedure inzake de fouilleringen. De man heeft daar in het verleden ook al de nadruk op gelegd, zo heb ik uit krantenartikels mogen vernemen. De wet op de invoering van de interne rechtspositie van de gedetineerde is al soepeler. Dat weten we uit de vorige legislatuur. Blijkbaar wordt er momenteel door u, mevrouw de minister, een beleid gevoerd dat het nog gemakkelijker maakt om dergelijke zaken in de gevangenis te fabriceren of binnen te smokkelen. De wet wordt dus blijkbaar nog wat soepeler geïnterpreteerd.

Mevrouw de minister, welke conclusies trekt u uit de feiten? Het zijn immers ernstige feiten, die zich niet opnieuw mogen voordoen. Ik zou zelfs veeleer vragen welke lessen u eruit trekt, omdat u van tevoren toch min of meer was gewaarschuwd door die ACOD-voorman. Is een en ander te wijten aan een al te soepele wet die geen strengere fouilles toelaat, of is het beleid dat u op de wet ent en waarmee u de wet gestalte geeft, de oorzaak en kunnen de fouilles wel strenger zijn, maar zijn ze het niet, omdat u het gevangenispersoneel richtlijnen geeft dat men niet te streng mag zijn bij het fouilleren? Graag uw antwoord.

03.02 Laurette Onkelinx, ministre: Monsieur le député, il est en effet exact que le samedi 1^{er} septembre dernier, une bagarre a eu lieu entre quelques détenus de la prison de Hasselt. L'incident s'est déroulé pendant le préau du soir. Une dizaine de détenus en sont venus aux mains. D'après les témoignages retenus, un groupe de détenus aurait tenté de racketter certains co-détenus. Certains d'entre eux disposaient d'une petite paire de ciseaux à bout rond, d'un ouvre-boîte et d'une poignée de carrés de sucre dans un paquet de cigarettes vide. Trois d'entre eux ont été blessés et ont dû être brièvement hospitalisés. Le lendemain, les responsables de cet incident ont été transférés vers d'autres établissements. La police a établi un PV et une enquête a été ouverte.

Il est absolument certain que la réglementation récente en matière de fouille des détenus n'a eu aucun impact sur le déroulement de l'incident. Les détenus qui se rendent au préau font l'objet d'une fouille sommaire. Cela se passait ainsi avant l'adoption de la loi relative au statut interne des détenus et cela n'a absolument pas changé depuis. En effet, la fouille réalisée sur chaque détenu qui part pour le préau est

identique à celle qui se faisait avant l'entrée en vigueur de la loi.

03.03 Bert Schoofs (Vlaams Belang): Mevrouw de minister, uw antwoord geeft in feite duidelijk het falen van het beleid aan. Dergelijke feiten mogen zich namelijk niet voordoen. U zegt dat de wet of het beleid daar geen uitstaans mee heeft. Dat is natuurlijk gemakkelijk; dan moeten we gewoon wachten tot het volgende feit zich voordoet.

Mevrouw de minister, tot besluit kan ik u alleen maar het volgende zeggen. Begin dit jaar – dat was in het vorige parlementaire jaar – heb ik u geïnterpelleerd over die fouilleringen. Ik heb toen, samen met de ACOD-voorman van wie ik de citaten uit de krant heb overgenomen, gezegd dat er zich feiten zouden voordoen, ernstige feiten, omdat de fouilleringen in de gevangenis gewoonweg niet volstaan. Vandaag moet u bekennen dat ik daarin gelijk heb gekregen.

Ik hoop dat het voor de volgende regering zal zijn. U kunt het gemakshalve onder de lopende zaken klasseren. Ik hoop dat er onder de volgende regering, als die er ooit komt – dat wordt elders in ons Huis misschien beslist – een beleid komt, voldoende krachtadig om dergelijke feiten in een gevangenis te vermijden. Om mekaar te verwonden en misschien zelfs af te maken, stoppen we mensen uiteraard niet in gevangenissen. Het is wachten op het volgende feit, zoals ik al zei.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

04 Vraag van de heer Roel Deseyn aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "het Phenix-bis-project" (nr. 174)

04 Question de M. Roel Deseyn à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le projet Phénix bis" (n° 174)

04.01 Roel Deseyn (CD&V - N-VA): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, mijn vraag handelt over het Phenix-project en het vervolgstuk dat men eraan probeert te breien, met name het Phenix-bis-project.

Het is natuurlijk zo dat Justitie na het afspringen van het eerste Phenix-project niet kon wachten op een nieuw globaal masterplan. Om die reden probeert men met voorlopige maatregelen toch een en ander te doen. Hopelijk gebeurt dit ietsje meer met een bottom-up benadering. De informatisering van Justitie blijkt immers kritiek voor een goede rechtsstructuur in dit land.

Ik had graag van u geweten hoe het staat met het ontwerp van rapport dat wordt opgemaakt en wanneer de Kamer, en zeker deze commissie, kennis zal krijgen van dit rapport.

Even over het financiële aspect: er is sprake van 36 miljoen euro. Navraag leert me dat daar een 25% per jaar – zo'n 10 miljoen euro – zou bijkomen voor het onderhoud van het systeem. Als men deze bedragen cumuleert, gaat het toch over serieuze bestedingen. Het zou goed zijn te weten wat wordt gedekt door dit bedrag: het basisbedrag van 36 miljoen euro en de onderhoudskosten. Kunt u wat toelichting geven bij de besteding van deze gelden, alsook in welke maatregelen voorzien is om te vermijden dat dit dossier hetzelfde lot ondergaat als het oorspronkelijke, het grote Phenix-project?

Ik wil ook even wijzen op wat de Federale Overheidsdienst ICT-Phenix daarover heeft gezegd. Zij hadden het over de rol van een aparte, externe kwaliteitsbewaker, die erop moet toezien dat wat wordt geïnvesteerd ook goed wordt geïnvesteerd. Wat zijn de juridische garanties die aan de nieuwe contractant zullen worden gesteld op het vlak van correcte uitvoering en opvolging van de nieuwe overeenkomst? U weet, mevrouw de minister, dat mijn partij altijd ervoor heeft gepleit om precies dat aspect van externe kwaliteitscontrole te versterken om de zaken te kunnen optimaliseren en iedere euro, die in het project wordt geïnvesteerd, optimaal te laten renderen.

Valt de uitvoering van dit plan volgens u onder de noemer lopende zaken? Ik sluit daarmee enigszins aan bij wat u daarnet zei. Of zal de komende federale regering moeten beslissen over de goedkeuring en uitvoering van dit rapport tot informatisering? Het rapport bestaat, de bedragen zijn genoemd; men kan volgens mij nu toch wel overgaan tot het uitvoeren van de investering. Ik had graag uw engagement in deze vernomen.

De schatting van de kostprijs van de onderhouds- en moderniseringswerken. Gaat het inderdaad over

10 miljoen euro? Misschien kunt u daarover ook wat meer duiding geven?

Ik had ook graag geweten of er rond het plan voldoende overleg is gepleegd met de diensten van Justitie die precies het voorwerp uitmaken van de informatisering. Een gesprek met de Nederlandse minister van Justitie leert me immers dat bij de opstart van het grote informatiseringsproject men bij iedere balie, bij iedere rechtbank een informaticus-coördinator had aangeduid. Dit leidde duidelijk tot het slagen van de informatisering. Men heeft die situatie hier niet of onvoldoende gekend: de input, de verwachtingen en de eisen van de gebruikers werden onvoldoende verdisconteerd in het oorspronkelijke plan. Ik had graag geweten of dit in het ontwerpplan werd aangepast.

Ten slotte, wat is de stand van het juridische geschil met de firma Unisys? Kan u misschien een tijdslijn geven van het verloop van het proces? Heeft u nog goede hoop om schadevergoeding te ontvangen van deze firma?

04.02 Minister **Laurette Onkelinx**: Mijnheer de voorzitter, collega's, toen de regering in maart jongstleden op mijn voorstel het initiatief nam om een eind te maken aan het met Unisys afgesloten contract voor de ontwikkeling van de informatica-infrastructuur van het Phenix-project, heb ik onmiddellijk verschillende concrete maatregelen genomen teneinde het informatiseringsproces van Justitie niet te blokkeren.

Ik stelde onder meer een groep van deskundigen samen die ik heb belast met het opmaken van een rapport teneinde te onderzoeken welke sporen er moeten worden gevolgd voor de heroriëntering van het Phenix-project waarvan iedereen het erover eens is dat het noodzakelijk is. Deze groep bestaat uit vertegenwoordigers van de FOD Justitie, de FOD Fedict, de magistratuur en de balies. Deze deskundigengroep heeft een tussentijds rapport opgemaakt dat werd voorgelegd aan de beheerscomités en de gebruikerscomités van Phenix. Op basis van deze adviezen zal de deskundigengroep nu haar definitieve rapport kunnen uitbrengen. Het zal worden voorgelegd aan de toekomstige minister van Justitie die over een gedetailleerde stand van zaken en over concrete voorstellen zal beschikken om de strategische oriëntaties te bepalen voor het voortzetten van het Phenix-project.

Wat betreft de inhoud van dit rapport, het gevolg dat eraan zal worden gegeven en de toekomst van het Phenix-project, laat ik het aan mijn opvolger over zich hierover uit te spreken. Het zal immers aan hem en aan de volgende regering zijn om een standpunt in te nemen inzake de diverse elementen die u aanhaalt.

Wat het geschil met Unisys betreft, aangezien het over een lopende rechtszaak gaat, zult u begrijpen dat ik hierover geen commentaar geef. De procedure loopt gewoon door. Wij wachten nu op de mededeling van het dossier met de stukken van Unisys.

04.03 **Roel Deseyn** (CD&V - N-VA): Mevrouw de minister, ik hoop dat in de ontwerpplannen de infrastructurele aspecten voldoende worden bekeken, niet alleen de informaticastructuur sensu stricto, namelijk de hard- en software, maar ook de omgeving waarbinnen de verschillende actoren van Justitie moeten werken. U weet dat die vaak ondermaats is en dat zo'n geïntegreerd netwerk niet altijd optimaal rendeeft omdat men de nodige toegangsmogelijkheden niet heeft binnen de infrastructuur van de FOD Justitie.

Als uittredend minister is het voor u een ondankbare zaak, maar misschien kan deze toestand nog een tijd duren. Ik verwacht in die periode dan ook een verdere coördinatie. Ik verwacht dat het plan verder modulair wordt opgebouwd. Het hoeft niet uitgevoerd te worden. Ik heb er alle begrip voor dat u daarvoor geen politieke machtiging hebt. Het is evenwel bevreemdend dat ik van u geen bevestiging hoor van bepaalde bedragen die ik heb geciteerd. Ik meen dat wij in het licht van de transparantie en de openbaarheid van bestuur toch het recht hebben om te weten wat de kosten zijn van Phenix bis. Wat wordt er minimum door gedekt? Als men een bedrag oppert, moet men toch een beetje weten wat de ambitie en de draagwijdte zijn.

Op deze elementen heb ik geen antwoord gekregen. Ik hoop dat ik misschien nog een verduidelijking van uw kabinet kan krijgen wat de ontwerp teksten betreft.

*L'incident est clos.
Het incident is gesloten.*

Le **président**: Nous passons au point 8 de l'agenda car les intervenants inscrits aux points 5, 6 et 7 ne sont pas là.

05 Question de M. Jean-Luc Crucke à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'avenir de la justice de paix de Roucourt" (n° 199)

05 Vraag van de heer Jean-Luc Crucke aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de toekomst van het vredegerecht van Roucourt" (nr. 199)

05.01 **Jean-Luc Crucke** (MR): Monsieur le président, je vous remercie de votre suggestion. Je voulais faire le point avec la ministre sur un dossier qui, pour l'instant, provoque un débat politico-juridique dans la presse locale, dans les communes de Péruwelz et de Leuze.

Vous savez que la justice de paix de Leuze-Péruwelz "bénéficie" de ce qu'on appelle deux sièges: l'un à Roucourt, qui est un des villages de Péruwelz et l'autre dans le centre de Leuze. On dit qu'on ne prête qu'aux riches, c'est fort possible mais, en tout cas, de l'avis de tous, la situation du siège de Roucourt est difficile. Il est excentré par rapport à la ville de Péruwelz, il n'y a pas de moyens de communication. Et, pour le connaître personnellement, ce local n'est pas accessible aux moins valides. Cela fait beaucoup d'inconvénients pour un bâtiment qui doit servir à rendre la justice et accueillir les justiciables.

Je me souviens vous avoir posé la question tout au début de la précédente législature et vous aviez précisé que votre souhait était de réunir les deux sièges sur un seul site et que Leuze pouvait, a priori, répondre à tous les critères d'accessibilité mais aussi de fonctionnement moderne de la justice.

Pourquoi ce dossier n'a-t-il pas avancé? Pourquoi se retrouve-t-on toujours avec deux dossiers?

Même l'opposition péruwelzienne reconnaît que, s'il fallait changer, il faudrait recentrer la justice de paix à Péruwelz plutôt que de la laisser à Roucourt.

Le juge de paix est également très clair: il dit que, pour un fonctionnement harmonieux, il est préférable de regrouper le personnel sur le même site et que le site de Leuze semblerait pouvoir convenir.

Je voudrais donc faire le point sur ce dossier. J'espère que vous n'allez pas me dire qu'il s'agit de querelles de clochers ou de deux communes qui bloqueraient le dossier suite à des visions différentes par rapport aux sièges. Comme vous hochez la tête, je sais donc que vous ne répondrez pas en ce sens, et je m'en réjouis.

Une décision pourrait-elle être prise rapidement? Quel est l'état de ce dossier à l'heure actuelle?

Je vous remercie.

05.02 **Laurette Onkelinx**, ministre: Monsieur le président, cher collègue, je ne trouve pas que ces dossiers soient inintéressants.

Chaque fois que j'ai été interrogée, notamment au sujet de fusions de justices de paix, j'ai étudié le dossier et je me suis également rendue sur place. J'ai rencontré tant les responsables judiciaires que les responsables politiques locaux. En effet, outre la subsistance de l'institution judiciaire elle-même, il s'agit de voir ce qu'implique, notamment dans des lieux que je qualifierai de "plus ruraux", la disparition des services publics. Je dois dire qu'à chaque fois, je me suis trouvée face à des gens qui avaient la volonté de conserver le plus possible la viabilité des services publics, y compris des services publics Justice afin de sauvegarder une certaine vie dans ces lieux.

En revanche, je ne peux vous donner aucune information quant à l'avenir de ces justices de paix ou d'autres. Pourquoi? Parce que s'il y a fusion, il y a modification législative. Dans le cadre des affaires courantes, je me vois mal prendre une décision de ce type en vous proposant une modification dans un sens ou dans un autre. Il appartiendra à mon successeur, homme ou femme, de se rendre sur place, de rencontrer les responsables. Le fait de ne pas fusionner peut poser problème au niveau du personnel. Pour maintenir deux sites, des investissements s'avèrent parfois nécessaires.

Il faudra attendre de voir quelle sera la décision du prochain ministre en la matière car, pour ma part, je ne prendrai plus aucune décision. Pendant 4 ans, j'ai décidé, mais aujourd'hui, je ne décide plus!

05.03 **Jean-Luc Crucke** (MR): Monsieur le président, madame la ministre, les choses ont le mérite d'être

claires.

Rien ne sera décidé. Il sera peut-être rassurant pour certains qu'aucune décision ne soit prise. Je ne sais pas!

Cela dit, je partage votre point de vue selon lequel une analyse locale doit être faite. Mais vous savez comme moi – je ne dois pas vous convaincre à ce sujet – que le conservatisme est parfois ce qu'il y a de plus dur à combattre. Et quand conservatisme et proximité essaient de faire bon ménage, dans la pratique, cela fait très mauvais ménage! Mais, comme vous l'avez dit, il appartiendra au prochain gouvernement de tenter de résoudre ce problème.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

06 Samengevoegde vragen van

- mevrouw Sarah Smeyers aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de vergoeding van de slachtoffers van de gasramp in Gellingen" (nr. 181)

- mevrouw Sabien Lahaye-Battheu aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "het uitstel van het proces na de gasramp in Gellingen" (nr. 201)

06 Questions jointes de

- Mme Sarah Smeyers à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'indemnisation des victimes de l'explosion d'un gazoduc à Ghislenghien" (n° 181)

- Mme Sabien Lahaye-Battheu à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le report du procès relatif à l'explosion d'un gazoduc à Ghislenghien" (n° 201)

De **voorzitter**: Mevrouw Lahaye-Battheu is niet aanwezig. Het woord is aan mevrouw Smeyers.

06.01 Sarah Smeyers (CD&V - N-VA): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, ik heb een vraag naar aanleiding van de geruchten in de pers dat het proces van de gasramp in Gellingen met een jaar zou worden uitgesteld. Drie jaar na de gasramp van 30 juli 2004 wachten de slachtoffers en nabestaanden nog steeds op hun proces en hun schadeloosstelling. Kort na de gasramp werd een fonds-Gellingen opgericht, dat slachtoffers in afwachting van het proces moest vergoeden. In augustus van dit jaar berichtten de media dat het fonds echter leeg was, terwijl slechts 50 tot 60% van de kosten van de slachtoffers werd vergoed. Recent vernamen wij dat het proces opnieuw op de lange baan wordt geschoven, omdat Fluxys bijkomende onderzoeken vereist, wat het proces opnieuw enkele maanden tot een jaar vertraagt. Justitie had echter beloofd dat het proces voor eind 2007 zou plaatsvinden. Het proces zou nu ten vroegste in september 2008 plaatsvinden.

Deze situatie is uiteraard onaanvaardbaar voor de slachtoffers en de nabestaanden. Zij hebben drie jaar na de ramp nog steeds geen schadevergoeding gekregen. Voor sommige slachtoffers leidt dat begrijpelijkerwijze tot schrijnende financiële situaties omdat zij de kosten voor hun medische en psychologische begeleiding niet kunnen betalen.

Wij willen niet alleen aanklagen dat Justitie hier een grote fout maakt door de redelijke termijn waarbinnen een proces moet worden gevoerd te overschrijden, maar wij willen de nadruk ook verleggen naar de slachtoffers die alweer de dupe worden van deze fouten.

Mevrouw de minister, bent u in deze context bereid om extra maatregelen te nemen die het voor de slachtoffers mogelijk maakt om dit extra jaar vertraging financieel te overbruggen?

06.02 Laurette Onkelinx, ministre: Monsieur le président, madame Smeyers, il faut connaître un peu le fonctionnement de la justice pour savoir que ce n'est pas le ministre de la Justice qui décide des délais endéans lesquels un procès doit se tenir. Cela ne fonctionne pas ainsi!

À l'époque, les autorités judiciaires avaient espéré tenir un procès dans les deux ans suivant la catastrophe. Ce délai n'a pas pu être tenu, tout simplement parce qu'il y a eu une foule de demandes d'expertises complémentaires, de contre-expertises notamment dans le cadre de l'application du Petit Franchimont. Ces devoirs complémentaires doivent être réalisés et ce n'est pas de la faute des autorités judiciaires si, en fonction de l'ampleur de l'événement, le dossier n'a toujours pas pu être clôturé. Et pourtant, je le regrette.

C'est évidemment un dossier mais ce sont avant tout des victimes qui souffrent dans leur chair des conséquences de la "catastrophe de Ghislenghien". À la suite de cela, pour la première fois, une cellule "victimes" a été mise au point. Des fonds ont été débloqués. Une négociation du ministre des Affaires économiques a eu lieu, notamment avec Fluxys, pour essayer d'avoir des fonds supplémentaires. Au sein du département, nous sommes maintenant dotés d'une cellule "grandes catastrophes" pour que, lorsque des horreurs telles que celle de Ghislenghien surviennent, il puisse y avoir une réponse adaptée avec des négociations groupées, des représentations des victimes, des aides aux victimes à l'instar d'autres pays.

La préoccupation première des victimes que je rencontre de temps à autre est qu'enfin ce procès ait lieu. J'espère, comme vous, que les devoirs judiciaires pourront se terminer le plus rapidement possible. Toutefois, en ce qui concerne l'indemnisation des victimes, nous tentons de trouver les moyens d'une telle indemnisation mais ce n'est pas simple. Il faut également de la bonne volonté de sociétés privées qui ont le droit de dire oui ou non.

Le travail notamment avec le ministère des Affaires économiques se poursuit et nous espérons – je suppose que mon successeur aura cette même obsession – pouvoir débloquer de nouveaux moyens pour les victimes si les délais devaient se prolonger. C'est à elles que nous le devons!

06.03 Sabien Lahaye-Battheu (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, u hebt reeds geantwoord op mijn vraag.

Wel had ik graag nog een antwoord op de vraag over de definitieve structuren. Wij hebben het daarover reeds een aantal keren gehad in de vorige legislatuur. Er is de cel Ghislenghien. Er is heel wat tijd en energie gestoken in het zoeken naar de creatie van een definitieve cel, zodat er een structuur klaar is als er, wij hopen van niet, nog dergelijke rampen zouden gebeuren. Hoe ver staat het daarmee?

Ik weet niet of dat in het antwoord aan bod gekomen is. Mevrouw de minister, kan u daarop nog antwoorden?

06.04 Laurette Onkelinx, ministre: Monsieur le président, en ce qui concerne la structure définitive, elle existe maintenant. Nous l'avons créée au sein du département conformément à l'un de mes engagements. Pour moi, cette structure est non seulement importante pour les victimes de la catastrophe de Ghislenghien mais également pour celles d'autres catastrophes éventuelles, mais j'espère que non!

La question essentielle relative aux victimes de la catastrophe de Ghislenghien, c'est l'indemnisation. Elles ont engagé des frais énormes. Outre le dommage physique, ces personnes pâtissent d'un dommage moral. Pour cette raison, nous devons poursuivre les efforts de négociation pour leur venir en aide, alors que la longueur du procès handicape véritablement la situation des victimes.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

07 Vraag van mevrouw Carina Van Cauter aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de jeugdbeschermingswet" (nr. 193)

07 Question de Mme Carina Van Cauter à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "la loi relative à la protection de la jeunesse" (n° 193)

07.01 Carina Van Cauter (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, overeenkomstig artikel 37, §2 quater van de jeugdbeschermingswet is de plaatsing van een persoon tussen twaalf en veertien jaar in een gesloten opvoedingsinstelling of -afdeling slechts mogelijk wanneer deze een ernstige aanslag heeft gepleegd op het leven of op de gezondheid van een persoon en als diens gedrag bijzonder gevaarlijk is.

Moeten wij deze regelgeving begrijpen alsof er effectief een begin van uitvoering plaatsvond, alsof er zich een aanslag heeft voorgedaan? Dienen de bevoegde diensten bij pogingen of dreigementen af te wachten tot er een begin van uitvoering plaatsgrijpt?

Kunt u meedelen of er jongeren, en desgevallend hoeveel jongeren, geplaatst zijn in toepassing van

artikel 37, §2 quater van de jeugdbeschermingswet? Met andere woorden, hoeveel jongeren werden op heden geplaatst in een gesloten instelling?

Mevrouw de minister, een tweede onderdeel van mijn vraag is het volgende. Aangaande de uithandengeving voorzien in artikel 57 van de jeugdbeschermingswet, stel ik vast dat voor zeer zware misdrijven, zoals bijvoorbeeld diefstal met geweld, maar ook verspreiding of bezit van kinderpornografie, die uithandengeving slechts mogelijk is indien de minderjarige reeds onder toezicht staat van de jeugdrechter.

Betreft dat een materiële vergissing of een lacune in de wetgeving?

Zal bijvoorbeeld precies het feit dat het bezit of de handel in verdovende middelen voor minderjarigen uitgesloten is van de uithandengeving, niet aanzetten tot jeugdcriminaliteit? Zullen drugsdealers dan toch niet geneigd zijn om minderjarigen in te zetten voor de verkoop? Bestaat de vrees niet dat precies minderjarigen zullen worden ingezet omdat zij zich slechts aan een berisping onderworpen kunnen zien?

07.02 Minister **Laurette Onkelinx**: Mijnheer de voorzitter, de plaatsing in een gesloten opvoedingsafdeling, bedoeld in artikel 37, §2 quater, derde lid, van de wet inzake de hervorming van de jeugdbescherming, is een uitzonderlijke maatregel die alleen kan worden genomen door een magistraat wanneer de jongere die tussen 12 en 14 jaar is, daadwerkelijk een ernstige aanslag heeft gepleegd op het leven of op de gezondheid van een andere persoon en indien zijn gedrag uitzonderlijk gevaarlijk is.

Indien de feiten niet kunnen worden omschreven als een ernstige aanslag op het leven of op de gezondheid van een andere persoon, bijvoorbeeld diefstal zonder geweldpleging, zullen de gerechtelijke autoriteiten uiteraard niet werkloos toezien. Ze beschikken over een hele reeks verschillende en alternatieve maatregelen voor de plaatsing, waarmee kan geantwoord worden op onaangepast gedrag van een jongere.

Ik herinner u tevens eraan dat het de gerechtelijke autoriteiten en niet de minister van Justitie toekomt om de feiten te omschrijven en om, rekening houdend met de wettelijke voorschriften, de meest adequate maatregel op te leggen. Inzake de cijfers beschik ik thans alleen over het aantal jongeren tussen 12 en 14 jaar die in een gesloten opvoedingsafdeling van de Vlaamse Gemeenschap werden geplaatst, te weten tien jongens en vijf meisjes. Ik zal u de cijfers van de Franse Gemeenschap meedelen zodra ik die in mijn bezit heb.

Wat betreft de uithandengeving van een jongere, vestig ik uw aandacht op het feit dat het om een bijzondere en uitzonderlijke mogelijkheid gaat, waarover de jeugdrechter beschikt om een dossier van een jongere van 16 jaar te verwijzen naar een gespecialiseerde kamer van de jeugdrechtbank of naar het hof van assisen indien het misdrijf niet correctioneel kan worden bestraft. Dit kan alleen gebeuren indien vaststaat dat de persoonlijkheid van de jongere en zijn familiale, sociale en culturele leefomgeving het niet mogelijk maken dat men kan rekenen op een positieve ontwikkeling bij het nemen van een maatregel van bewaring, behoeding of opvoeding.

Om het effect van een maatregel op de persoonlijkheid van een jongere behoorlijk te kunnen evalueren, moet de jongere reeds het voorwerp geweest zijn van maatregelen inzake jeugdbescherming, uitgezonderd bij extreme gevallen.

Ik meen evenwel dat oranjeblauw nieuwe voorstellen zal formuleren omtrent de uithandengeving.

07.03 **Carina Van Cauter** (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, ik heb het antwoord van de minister op het eerste onderdeel van mijn vraag niet goed begrepen.

Wanneer zich een dreiging voordoet met een ernstige aanslag op het leven van een persoon, kan justitie de jongere dan al dan niet in een gesloten opvoedingsinstelling plaatsen? Ik heb dat niet met zoveel woorden uit het antwoord van de minister begrepen.

07.04 **Laurette Onkelinx**, ministre: Monsieur le président, je communiquerai le texte de la réponse à Mme la députée qui pourra alors constater ce qu'il en est d'après le cadre légal actuel.

*Het incident is gesloten.
L'incident est clos.*

08 Vraag van mevrouw Sabien Lahaye-Battheu aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de toepasbaarheid van artikel 779 van het Gerechtelijk Wetboek in straf- en tuchtzaken" (nr. 194)

08 Question de Mme Sabien Lahaye-Battheu à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'application de l'article 779 du Code judiciaire en matière répressive et disciplinaire" (n° 194)

08.01 **Sabien Lahaye-Battheu** (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, de wet tot wijziging van het Gerechtelijk Wetboek van april dit jaar beoogt, aldus de memorie: "veeleer dan tabula rasa te maken met het verleden, een modernisering en verbetering van de bestaande mechanismen op grond van de goede praktijken. Zowel de rechters als de partijen worden in dit ontwerp geresponsabiliseerd inzake het vlotte verloop van de rechtspleging."

Ik kom tot mijn vraag.

Deze wet voorziet in de schrapping van het tweede lid van artikel 779 van het Gerechtelijk Wetboek, dat bepaalt dat wanneer een rechter wettig verhinderd is de uitspraak bij te wonen, de voorzitter van het gerecht een andere rechter kan aanwijzen om hem of haar op het ogenblik van de uitspraak te vervangen. Dat lid is dus geschrapt. De reden hiertoe is de invoeging van een nieuw artikel 782bis. Op basis hiervan wordt, met uitzondering van straf- en tuchtzaken evenwel, het vonnis uitgesproken door de voorzitter van de kamer die het heeft gewezen, zelfs in afwezigheid van de andere rechters en het openbaar ministerie. Indien de kamervoorzitter zelf wettig verhinderd is, kan de voorzitter van de rechtbank een andere rechter aanwijzen. Derhalve bepaalt het artikel 779 van het Gerechtelijk Wetboek dat toepasselijk is in straf- en tuchtzaken, dat het vonnis enkel kan worden gewezen door het voorgeschreven aantal rechters, die op straffe van nietigheid alle zittingen moeten hebben bijgewoond.

Aldus is de praktijk, die altijd heeft bestaan, waarbij in straf- en tuchtzaken de rechtbank anders kan worden samengesteld bij de uitspraak dan bij het pleidooi – natuurlijk nadat de debatten formeel zijn hernomen – op basis van het gewijzigde artikel 779 onmogelijk geworden. De vraag rijst hoe dat concreet in de werking van onze rechtbanken kan worden opgevangen en opgelost.

08.02 Minister **Laurette Onkelinx**: Mijnheer de voorzitter, het behoort mij als minister van Justitie niet toe om de wet te interpreteren. Dat is immers een nadrukkelijke bevoegdheid van de hoven en rechtbanken, aan wie het als enige toekomt om de wetten en reglementen te interpreteren. Ik wijs er niettemin op dat de doctrine deze vraag reeds heeft onderzocht. Ik kan aldus de aandacht vestigen op het feit dat professor de Leval en mevrouw Grella in een recent werk het volgende preciseren.

Je cite: "Il est permis selon nous d'interpréter de manière extensive l'article 782bis alinéa 2 en permettant au président de la juridiction, lorsqu'une des chambres de celle-ci doit prononcer le jugement de manière collégiale, de procéder au remplacement de tout magistrat empêché."

Vous trouverez cette phrase dans un texte de G. de Leval et V. Grella intitulé "La loi Onkelinx du 26 avril 2007 modifiant le Code judiciaire en vue de lutter contre l'arriéré judiciaire", dans un volume de l'Université de Liège intitulé "Le droit judiciaire en mutation".

Sous la réserve que je viens d'exprimer relative à la compétence exclusive des cours et tribunaux, cette interprétation m'apparaît, à titre personnel, conforme à l'esprit de la loi et de nature à assurer une application souple et efficace de la nouvelle disposition.

Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

09 Vraag van de heer Bert Schoofs aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "het aantal incidenten met gedetineerden in de diverse penitentiaire instellingen" (nr. 218)

09 Question de M. Bert Schoofs à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "le nombre d'incidents dans lesquels sont impliqués des détenus dans les différents établissements pénitentiaires" (n° 218)

09.01 **Bert Schoofs** (Vlaams Belang): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, ik zie mij verplicht om een schriftelijke vraag die ik aan u gesteld heb in februari 2007 te hernemen. Ik heb u destijds gevraagd naar

cijfers. Het is niet de bedoeling dat u vandaag een round-up gaat geven, maar ik wens toch dat er een actueel parlementair stuk is met betrekking tot deze vraag vermits ik het antwoord op de vraag van destijds nog niet heb ontvangen.

Hoeveel incidenten hebben er plaatsgevonden in 2005 en 2006 met gedetineerden in de penitentiaire inrichtingen op het grondgebied van het Rijk?

Hoeveel van die incidenten werden er in de voornoemde jaren per afzonderlijke penitentiaire instelling met een tuchtstraf gesanctioneerd?

Ik had ook graag geweten hoe het gesteld is met eventuele feiten door cipiers gepleegd. In een gevangenis kan het immers soms van twee kanten komen. Werden er eventueel cipiers berispt of gesanctioneerd ingevolge incidenten met gedetineerden waarbij de regels werden overtreden? In welke gevallen werden er tuchtstraffen getroffen tegen cipiers?

Ik heb het bulletin van vragen en antwoorden erop nageslagen. Ik heb in mijn briefwisseling gekeken. Waarom blijft de bekendmaking van die cijfers uit? Worden die niet bijgehouden? Het lijkt mij toch interessant om te weten hoe het per penitentiaire instelling gesteld is met eventuele incidenten die er zich voordoen. Ik zou u dank weten indien u mij toch op een of andere manier wijzer zou kunnen maken in de materie waarover ik u ondervraag.

09.02 Laurette Onkelinx, ministre: Monsieur le président, ces chiffres n'existent pas! Il sera loisible à mon successeur de travailler sur les statistiques, s'il le désire, mais auparavant, il devra définir très strictement ce qu'est un incident. S'agit-il d'incidents verbaux? D'agressions? De tentatives d'évasion? De non-respect des règlements d'ordre intérieur? D'injures? Il faudra tout d'abord classer avant de pouvoir disposer de données statistiques fiables. Il n'existe pas non plus de registre centralisé des sanctions disciplinaires, pas plus que du nombre d'agents ayant fait l'objet de sanctions disciplinaires relatives à des incidents avec les détenus.

Par conséquent, vous pouvez m'interroger aussi longtemps que vous voulez, ces statistiques n'existent pas.

09.03 Bert Schoofs (Vlaams Belang): Bij deze is de lacune in het vierjarig beleid van minister Onkelinx vastgesteld.

L'incident est clos.
Het incident is gesloten.

Le **président**: Le point 11bis est reporté, il s'agissait de la question n° 275 de M. Terwingen.

Je m'excuse envers nos invités car nous débordons un peu sur le temps qui était prévu. Nous pensions démarrer à 14.45 heures mais le point 10 et l'actualité font que les parlementaires, de façon légitime, souhaitent poser des questions à la ministre de la Justice.

Je vous demande donc encore un peu de patience avant d'aborder les auditions.

10 Samengevoegde vragen van

- de heer Bruno Stevenheydens aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "het gebruik van netten of kabels om ontsnappingen uit gevangenissen via helikopters onmogelijk te maken" (nr. 237)

- mevrouw Els De Rammelaere aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de ontsnapping van Nordin Benallal" (nr. 247)

- mevrouw Carina Van Cauter aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de ontsnapping uit de gevangenis van Ittre" (nr. 251)

- de heer Servais Verherstraeten aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de recente ontsnapping uit de gevangenis van Ittre" (nr. 253)

- de heer Stefaan Van Hecke aan de vice-eerste minister en minister van Justitie over "de ontsnapping van Benallal" (nr. 268)

10 Questions jointes de

- M. Bruno Stevenheydens à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'utilisation de filets

ou de câbles pour empêcher les évasions de prison par hélicoptère" (n° 237)

- Mme Els De Rammelaere à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'évasion de Nordin Benallal" (n° 247)

- Mme Carina Van Cauter à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'évasion à la prison d'Iltre" (n° 251)

- M. Servais Verherstraeten à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'évasion récente à la prison d'Iltre" (n° 253)

- M. Stefaan Van Hecke à la vice-première ministre et ministre de la Justice sur "l'évasion de Benallal" (n° 268)

10.01 Bruno Stevenheydens (Vlaams Belang): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, op zondag 28 oktober 2007 ontsnapte de gangster Nordin Benallal voor de vierde maal uit de gevangenis. De aanleiding was de poging om eerst met een helikopter te ontsnappen.

Op 15 april 2007 ontsnapte een andere gangster met een helikopter uit de gevangenis. De minister kondigde toen aan het gebruik van netten of kabels te onderzoeken om te beletten dat helikopters nog in de gevangenissen zouden kunnen landen.

Ook in Frankrijk konden criminelen met succes met een helikopter de gevangenis ontluchten.

Nordin Benallal werd snel gevat, nadat hij in Den Haag een gewapende overval pleegde. Onmiddellijk na zijn aanhouding viel op dat Nederland erg verstandig te werk gaat om geen enkele mogelijkheid tot ontsnapping te creëren. Het zou dan ook verstandig zijn om Benallal in Nederland te houden tot in ons land de noodzakelijke investeringen in de beveiliging van enkele gevangenissen zijn uitgevoerd.

Sypol, de vakbond van de politie, reageerde vorige week scherp op de ontsnapping en op het uitblijven van de noodzakelijke veiligheidsmaatregelen. De politievakbond zou de voorbije maanden reeds verschillende keren voor de gematigde houding van de top van de dienst Strafinrichtingen hebben gewaarschuwd maar stuitte daarbij steeds op een muur van onbegrip.

Beseft de minister dat het lakse beleid, waarbij wordt geaarzeld om noodzakelijke veiligheidsmaatregelen te treffen, er de oorzaak van is dat Benallal bij zijn recentste ontsnapping de kans kreeg om iemand te verwonden?

Beseft de minister dat door het lakse beleid Benallal opnieuw de kans kreeg een misdrijf te plegen en dat de veiligheid van heel wat politiemensen daarbij in gevaar kwam?

Ik heb het vermoeden dat de minister zich zal verschuilen achter het argument dat momenteel wordt gewerkt met een regering die de lopende zaken regelt. Beveiligen van de gevangenissen omdat een aantal gevangenen het op een lopen zet, valt echter wel degelijk onder het regelen van de lopende zaken.

Indien morgen in andere gevangenissen ontsnappingen gebeuren en opnieuw helikopters worden gebruikt, zal de minister dan opnieuw haar verantwoordelijkheid ontlopen?

Het Vlaams Belang hoopt dat de recentste ontsnapping van Benallal de ogen van de minister heeft geopend en er dringend in nieuwe veiligheidsmaatregelen wordt geïnvesteerd.

Voor de nieuwe regering dient er zowel in Wallonië als Vlaanderen één gevangenis te komen, waar voor de gevaarlijkste gangsters de hoogste veiligheidsmaatregelen kunnen worden getroffen. Momenteel zou justitie in een aantal andere gevangenissen bijkomend in veiligheid kunnen investeren.

Het is eigenlijk onbegrijpelijk, maar vorige week wees de politievakbond Sypol erop dat gevaarlijke criminelen in de gevangenissen nog steeds in het bezit van drugs, gsm's, wapens en ontplofingsstoffen komen, die door kompanen eenvoudigweg over de muren van de gevangenissen worden geworpen. Nochtans zouden zulke netten – andere netten dan de netten die het landen van helikopters moeten vermijden – volgens justitie wel zijn geplaatst. Blijkbaar werden ze, gezien de recente informatie van de politievakbond, echter onvoldoende geplaatst.

Behalve het voornoemde moet in de belangrijkste gevangenissen ook worden voorzien in netten, kabels en palen die het landen van helikopters onmogelijk maken.

Mevrouw de minister, ik heb de volgende vragen.

Werd het onderzoek naar het gebruik van netten en kabels in gevangenissen al afgerond?

Wat zijn de conclusies van het onderzoek?

Komen er investeringen in bepaalde gevangenissen om ontsnappingen met gebruik van een helikopter onmogelijk te maken?

Waarom werd nog niets ondernomen, gezien de feiten van een half jaar geleden?

De gevangenis van Iltre moet zogenaamd doorgaan voor een van de veiligste van het land. Welke maatregelen zullen worden genomen om het veiligheidsbeleid in de gevangenissen te verbeteren?

Welke maatregelen zullen worden getroffen om de gevangenis van Iltre te beveiligen?

Komen er in ons land gevangenissen naar het voorbeeld van de superbeveiligde gevangenis in Nederland?

Benallal stond bekend als een gevaarlijke gangster die reeds voorheen verschillende keren ontsnapte. Waarom geldt voor dergelijke gangsters geen apart regime, waardoor hij niet de mogelijkheid krijgt om aan de algemene wandeling deel te nemen? Waarom kan iemand die om zijn ontsnappingspogingen berucht staat en herhaaldelijk bij zijn ontsnappingen en overvallen zwaar geweld gebruikte, aan de normale wandeling in de gevangenis deelnemen, terwijl nog geen half jaar geleden een andere gevangene met een helikopter kon ontsnappen?

Ten slotte, mevrouw de minister, zou ik u willen vragen om ermee in te stemmen dat Benallal in Nederland in de gevangenis verblijft. De Nederlandse gevangenis neemt immers wel de nodige veiligheidsmaatregelen in acht.

Kan de minister het nodige doen, ook op het vlak van de mogelijke, financiële consequenties, om Benallal in Nederland te houden, ten minste tot in ons land de nodige veiligheidsinvesteringen zijn uitgevoerd?

10.02 Els De Rammelaere (CD&V - N-VA): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, mijn vraag gaat over hetzelfde geval.

Nordin Benallal had al een geslaagde ontsnappingspoging ondernomen in de zomer van 2004. In Lantin was er in april 2007 ook een ontsnapping met een helikopter.

Ik heb heel concrete vragen. Hoe kon dit opnieuw gebeuren? Hoe kon, bij een min of meer mislukte ontsnappingspoging, de gevangene wegens andere omstandigheden toch ontsnappen? Hoe zit het met het veiligheidsplan voor de gevangenissen, dat zou worden opgesteld en waarbij netten zouden worden gehangen? Is dat nog steeds een optie? Wat wordt nu gedaan om Benallal beter in de gaten te houden of wat zult u daaraan doen wanneer hij terug in ons land is?

10.03 Carina Van Cauter (Open Vld): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, ik zal niet herhalen wat hier al werd gezegd.

U kondigde tijdens een vorige commissievergadering aan dat u een studie zou laten uitvoeren omtrent maatregelen die incidenten zoals ontsnappingen zouden kunnen voorkomen. Mijn concrete vraag is of deze opdracht tot studie reeds werd gegeven. Werden sinds april 2007 maatregelen genomen?

Ik zal het hierbij laten aangezien de overige aspecten van mijn vraag hier reeds aan bod zijn gekomen.

10.04 Servais Verherstraeten (CD&V - N-VA): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, ik zal niet in herhaling vallen en onmiddellijk mijn vragen stellen.

Kunt u toelichting geven omtrent de precieze omstandigheden van de ontsnapping? Kunt u toelichting geven bij de studie die u medio april zou laten uitvoeren om dergelijke incidenten in de toekomst te vermijden? Wat zijn de resultaten van die studie en wanneer werd ze gefinaliseerd? Werd na het finaliseren van de studie

reeds van start gegaan met de uitvoering van de beveiligingswerken?

Golden er nog speciale beveiligingsmaatregelen voor de betrokkene die immers reeds verschillende malen was ontsnapt?

Mijn volgende vraag stond niet in de schriftelijke neerslag van mijn vraag. Welke specifieke maatregelen worden genomen om verdere ontsnappingen te vermijden wanneer deze gevangene terug naar België zou komen?

10.05 Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!): Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, ik zal niet herhalen wat de andere sprekers hier reeds hebben gezegd, maar wel een aantal aspecten toevoegen.

Wij moeten ons vragen stellen over de technieken die gevangenen gebruiken om te ontsnappen en wij moeten ons zorgen maken over de zware middelen die de laatste tijd worden ingezet.

Ervaringen in Frankrijk leren, zo was toch te lezen, dat een zwaardere beveiliging in gevangenissen ook leidt tot het inzetten van meer geweld bij ontsnappingen of ontsnappingspogingen. Het is dus een evolutie waarover wij, als wij zoeken naar maatregelen, goed moeten nadenken.

Ik zal mijn eerste vraag niet stellen, omdat die reeds door anderen is gesteld. Ik wil mij toespitsen op een aantal andere aspecten van de zaak.

Ik kom dus meteen tot mijn tweede vraag. Voor zijn ontsnapping had de heer Benallal zich tegen zijn zus beklaagd over de omstandigheden van zijn gevangenschap. Kan de minister toelichten welk gevangenisregime specifiek van toepassing was op hem?

Ten derde, ik verwijs naar een artikel in De Morgen van afgelopen weekend, waarin dieper wordt ingegaan op de omstandigheden van de overplaatsing van Benallal. Het gaat uiteraard om eenzijdige verklaringen van zijn entourage. Daarom vraag ik bevestiging of ontkenning van wat is geschreven, namelijk klopt het dat Benallal de studies die hij in Andenne had hervat niet mocht of kon voortzetten in Ittre? Is het correct dat hij in Andenne actief was bij de opvolging van dossiers van een vzw en dat hij de administratie van deze vzw niet kon of mocht meenemen naar Ittre? Zo ja, waarom kon dit niet?

Ten vierde, de psychiater die de gevangene in kwestie begeleidde in de gevangenis van Andenne sprak over een scholings- en re-integratieproject voor de betrokkene. Toch werd hij precies wegens ontdekte ontsnappingsplannen naar Ittre verhuisd? Kunt u daarover meer informatie geven?

Ten vijfde, wij hebben dit weekend ook verklaringen van de vakbond gehoord, waarin werd meegedeeld dat voorbereidingen werden getroffen voor de opening van twee speciale afdelingen met een verhoogde beveiliging, een in Brugge en een in Lantin. Kunt u daarover meer informatie geven? Wanneer zullen deze afdelingen worden geopend? Welke regime zal hier van toepassing zijn? Is het de bedoeling dat gedetineerden daar definitief worden opgesloten of is het steeds een tijdelijke maatregel? Ik verneem dat deze ruimtes eigenlijk al langer bestaan in Brugge en Lantin. Werden deze ruimtes vroeger reeds gebruikt om gevangenen te plaatsen? Zo ja, wanneer was dat en waarom werden ze op een bepaald moment gesloten?

10.06 Minister Laurette Onkelinx: Nordin Benallal is effectief op zondag 28 oktober uit de gevangenis van Ittre ontsnapt. Hij werd minder dan 48 uur later aangehouden in Nederland. De ontsnapping heeft mij net als u allen niet onberoerd gelaten. Ik ben trouwens dezelfde avond nog ter plaatse geweest.

Ik zal snel maar precies antwoorden op uw vragen inzake de penitentiaire situatie van Nordin Benallal, om mij dan te concentreren op de veiligheid van onze penitentiaire inrichtingen.

Wat Nordin Benallal zelf betreft, kan ik u bevestigen dat hij wel degelijk in Andenne beroepsopleidingen volgde, eerst in de keuken en daarna als lasser. Globaal gesproken verliepen die opleidingen goed, hoewel er op het einde ervan steeds meer spanningen ontstonden tussen de gedetineerde en de penitentiaire beampten. De verantwoordelijken van de gevangenis van Andenne ontvingen informatie dat er mogelijk springstoffen in de gevangenis aanwezig waren en dat er een verband was met verscheidene gedetineerden, waaronder Nordin Benallal.

De administratie van de strafinrichtingen heeft dan onmiddellijk de preventieve maatregel genomen door de betrokkene over te plaatsen naar Ittre. In Ittre werd hij eerst in afzondering in de cel gehouden en daarna in het observatiestelsel geplaatst. Aangezien er geen bijzondere problemen waren, werd Benallal daarna in het gewone stelsel geplaatst.

Hij heeft inderdaad gevraagd een opleiding gemeenschapskeuken te mogen volgen, wat hem geweigerd werd. Men moet weten dat er ongeveer 50 aanvragen waren voor die opleiding, terwijl er slechts 15 plaatsen beschikbaar waren. De directie van de gevangenis van Ittre heeft besloten voor die opleiding voorrang te geven aan de gedetineerden die dichtbij de datum waren waarop ze toegang zouden krijgen tot een voorwaardelijke invrijheidsstelling, wat uiteraard niet het geval was voor de betrokkene.

En ce qui concerne le retour de Nordin Benallal, j'attends des propositions concrètes de l'administration pénitentiaire.

La sécurité de nos concitoyens constitue évidemment un droit fondamental et un devoir pour l'autorité.

En 2003, j'ai hérité d'un parc pénitentiaire vétuste, souffrant d'un manque d'investissements durant les 50 années qui ont précédé mon entrée en fonction.

Il convient d'ajouter que la sécurité passive n'est qu'un aspect de la sécurité et que la sécurité active, par le développement d'un régime approprié à l'attention des détenus et une formation appropriée du personnel, a fait également l'objet d'une attention toute particulière de ma part. Ainsi, la sécurité s'est malgré tout améliorée dans les différents établissements pénitentiaires au cours de ces dernières années.

À l'occasion de l'évasion de Dendermonde, j'ai cité des chiffres assez évocateurs à cet égard. On a relevé 293 évasions en 1995 et 95 évasions en 2006 pour l'ensemble des établissements; on est passé de 105 à 38, sur la même période, si l'on ne considère que les établissements fermés alors qu'en même temps, la population pénitentiaire a nettement augmenté. Je pense que ces chiffres sont assez révélateurs.

Revenons aussi sur la sécurité passive. De nombreux investissements ont été effectués pour améliorer la sécurité. Je pense notamment au développement du système d'identification électronique des détenus, des moyens développés pour éviter les évasions par substitution.

De plus et consécutivement à l'évasion de Dendermonde, en 2006, le gouvernement a consenti un effort financier sans précédent de plus de 10 millions d'euros pour améliorer la sécurité globale de nos établissements pénitentiaires. Cet effort particulier porte sur la réalisation de nombreux travaux comme la pose de filets antilargage à Mons, à Andenne, à Ittre; l'amélioration de la détection par caméras à Dendermonde, Anvers et Jamioulx, la pose de fils haute-tension à Malines et Anvers ou la reconstruction du sas d'entrée à Merksplas, pour ne prendre que quelques exemples.

En ce début d'année, j'ai également décidé de créer deux quartiers de haute sécurité comprenant une dizaine de cellules chacun, à Lantin et à Bruges. Ces quartiers seront strictement réservés aux détenus qui se seront comportés de manière particulièrement agressive à l'égard du personnel ou d'autres détenus. Ils feront l'objet d'une surveillance spéciale et seront suivis de manière individuelle par une équipe pluridisciplinaire. Leur séjour dans ce quartier haute sécurité sera limité dans le temps.

Le recrutement et la formation des agents qui y seront affectés sont en cours. Des travaux de sécurisation doivent également y être terminés. Ces quartiers de haute sécurité seront ouverts pour le 1^{er} janvier 2008 au plus tard, affaires courantes ou pas.

Par ailleurs, suite à la première évasion par hélicoptère survenue à Lantin le 15 avril dernier, j'avais demandé à l'administration pénitentiaire de me faire rapport sur la possibilité d'installer des filins anti-hélicoptère au-dessus des préaux. Les experts de l'administration et des firmes privées se sont rendus sur les lieux pour examiner les solutions techniques. Une réunion s'était également tenue à mon cabinet à ce sujet.

Les conclusions de la réflexion sont les suivantes. Premièrement, les filins anti-hélicoptère, à ne pas confondre avec les filets anti-largage, peuvent effectivement empêcher l'atterrissage d'hélicoptères et donc améliorer la sécurité aérienne d'une prison, même si les filins anti-hélicoptère ne constituent pas une solution à tous les problèmes de sécurité par les airs. Je pense par exemple au largage d'armes par

hélicoptère. Pour améliorer la sécurité par les airs, il convient donc de coupler le système de filins anti-hélicoptère au système de filets anti-largage.

Deuxièmement, il est impossible d'installer des filins anti-hélicoptère dans toutes les prisons. Seuls les établissements les plus récents peuvent supporter la charge et la traction qu'implique la pose de ces filins qui sont très lourds. Troisièmement, la pose de ces filins empêchera un hélicoptère "normal" d'accéder au préau pour évacuer des blessés lors d'un possible incident grave, émeute ou incendie par exemple. Cela doit faire partie de la réflexion. Quatrièmement, le coût des filins n'est pas négligeable puisqu'une première estimation de la pose de ces filins dans cinq prisons (Bruges, Hasselt, Lantin, Andenne et Ittre) se monte à plus de trois millions d'euros, sans les filets anti-largage.

Je veux également rapporter, pour enrichir la réflexion, ce qui m'a été dit à Ittre. Le soir des événements, j'ai discuté tant avec les gardiens qui avaient été pris en otage qu'avec les responsables de l'établissement et les assistants. Ils me tiennent tous le même discours: il faut de la sécurité, on a besoin d'investissements, bien sûr, mais il faut faire attention à l'escalade de la violence. Cette même réflexion a lieu dans d'autres pays, en France par exemple où des évasions par hélicoptère ont encore eu lieu récemment, en juillet dernier, malgré des investissements.

S'ils ne peuvent le faire par hélicoptère, ils emploieront des moyens beaucoup plus dangereux, entre autres des explosifs. Cela s'est déjà vu dans l'histoire pénitentiaire de certains pays. Il faut aussi avoir cela en tête; cela ne nous empêche pas d'investir dans la sécurité des établissements pénitentiaires.

Pour en revenir aux filins, il faut tout de même en mettre, ne fût-ce que pour des projets-pilotes. Un budget doit être dégagé. L'étude que j'ai lancée est faite. Les cinq prisons que je vous ai citées sont prêtes. Il reste à savoir ce que l'on peut faire ou pas en période d'affaires courantes. C'est un budget considérable.

Dans le cadre du budget 2008, le gouvernement vient de travailler sur les crédits provisoires mais, pour des investissements supplémentaires, c'est autre chose. Si la période d'affaires courantes se poursuit, je pense que l'on pourra prendre ce genre de décision. Par contre, dans le cas où un nouveau gouvernement verrait le jour dans peu de temps, ce sera à mon successeur de prendre les décisions qui s'imposent sur la base des propositions de l'administration.

10.07 Bruno Stevenheydens (Vlaams Belang): Mevrouw de minister, u hebt er bij het begin van uw antwoord op gewezen dat er een verband was tussen de aanwezigheid van springstof in een andere gevangenis waar Benallal eerst verbleven heeft en hemzelf. Daardoor werd hij overgebracht naar Ittre. In de gevangenis van Ittre werd hij reeds na korte tijd in het gewone stelsel geplaatst. Voor een man met zo'n voorgeschiedenis is dat na zo'n korte periode een onbegrijpelijke beslissing. Het is onbegrijpelijk dat hij in het gewone stelsel werd geplaatst omwille van die redenen, omwille van zijn eerdere ontsnappingen en omwille van zijn zware geweldpleging. Er mag toch wel aan herinnerd worden dat een van de agenten die hem drie jaar geleden had ingerekend tot vandaag nog steeds met ziekteverlof is. Om die redenen had men Benallal eenvoudigweg nooit in een gewoon stelsel mogen plaatsen. Laat dit ook een voorbeeld zijn om dergelijke gangsters, waarvan er gelukkig niet teveel zijn, opnieuw te screenen om na te gaan in welk stelsel ze zich bevinden zodat we niet opnieuw met zulke ontsnappingen geconfronteerd worden. Dat vind ik toch wel onbegrijpelijk.

Ten tweede, u hebt verwezen naar het onderzoek inzake de kabels en de netten. Die kunnen gebruikt worden voor de nieuwste gevangenis. Ik hoop dat men zeer vlug tot de nodige investeringen zal komen. Dat kan immers wel degelijk onder de lopende zaken. U wijst op de kostprijs, maar u moet er ook rekening mee houden dat er door het niet nemen van die noodzakelijke beslissingen ook een kostprijs is voor het inzetten van politiemensen en dat er menselijk leed bij zo'n ontsnapping teweeggebracht wordt, omdat hij opnieuw een overval pleegt en opnieuw mensen bedreigt. Dat mag toch ook wel eens onder de aandacht worden gebracht.

Ten derde, u wijst erop dat het nemen van zwaardere maatregelen in de gevangenis zal leiden tot een escalatie van geweld. Laten we eens naar het voorbeeld in Nederland kijken waar toch al tien jaar een zwaar beveiligde gevangenis bestaat waaruit nog niemand ontsnapt is. Ik meen te hebben vernomen dat de commissie voor de Justitie die gevangenis tijdens de vorige legislatuur heeft bezocht. Waarom heeft men daar niet de nodige lessen uit getrokken om ook hier in ons land, zowel in Vlaanderen als in Wallonië, gevangenis op een goede manier te beveiligen? Als men geen maatregelen neemt, krijgen zulke gevaarlijke gangsters de mogelijkheid om te ontsnappen en veroorzaken ze in de maatschappij opnieuw

onnodig menselijk leed en dat is veel erger.

10.08 Servais Verherstraeten (CD&V - N-VA): Mijnheer de voorzitter, ik zal het zeer kort houden. Ik wil hier zeker niet polemiseren, ook de oppositie hoort in lopende zaken te zijn, zeker op een dag als vandaag.

Mevrouw de minister, vragen rijzen rond het aantal, rond de 20 extra plaatsen in Lantin en Brugge. Op 10.000 gedetineerden betekenen 20 plaatsen 2 promille. Op een populatie van 10.000 gedetineerden die vluchtgevaarlijk zijn, is dat toch een zeer laag percentage.

Ittre is een van onze meest moderne gevangenissen. Daar heeft dat plaatsgevonden.

10.09 Laurette Onkelinx, ministre: Elle est, en tout cas, considérée comme l'une des plus sûres jusqu'à présent!

10.10 Servais Verherstraeten (CD&V - N-VA): Mevrouw de minister, met betrekking tot die palen, ik heb daarover de studie die binnen de Regie werd opgesteld gelezen. U zegt dat u op 1 januari 2008 beschikt over kredieten in het budget van 2007 om ter zake beslissingen te nemen en aanbestedingen te kunnen voeren en bestellingen te kunnen plaatsen.

10.11 Laurette Onkelinx, ministre: Non, au niveau de l'administration, nous sommes prêts à lancer le tout. Il faudrait être certain d'obtenir les crédits nécessaires, qui s'inscriraient en sus des prévisions figurant au plan pluriannuel. Personnellement, je ne voudrais pas diminuer les crédits dont nous avons besoin pour le remplacement des portes, caméras, etc. Donc, ces crédits s'ajouteraient aux moyens exceptionnels que j'avais obtenus au niveau de la Régie des Bâtiments pour la sécurité des prisons.

Pour le 1^{er} janvier 2008, je parlais des quartiers "haute sécurité".

L'incident est clos.

Het incident is gesloten.

Le **président**: Chers collègues, acceptez-vous de reporter le point 11 de notre ordre du jour, à savoir les questions jointes n° 240, 245, 265 et 275 à la prochaine commission, car nous devons procéder aux auditions dans le cadre de la loi sur les armes. Si vous préférez que ces questions soient posées aujourd'hui, je n'y vois personnellement aucune objection, mais par respect pour nos invités, je propose qu'elles figurent au point 1 de notre ordre du jour de mardi prochain. Acceptez-vous de reporter ces questions? (*Oui*)

Il en sera ainsi.

Le développement des questions et interpellations se termine à 15.21 heures.

De behandeling van de vragen en interpellaties eindigt om 15.21 uur.